|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATIONSUNIES** |  | **MC** |
|  |  | **UNEP****/**MC/COP.1/Dec.15 |
| EP | **Programmedes Nations Uniespour l’environnement** | Distr. générale 22 novembre 2017FrançaisOriginal : anglais |

**Conférence des Parties
à la Convention de Minamata sur le mercure**

**Première réunion**

Genève, 24–29 septembre 2017

 Décision adoptée par la première Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure

MC-1/15 : Programme de travail du Secrétariat et projet de budget pour l’exercice biennal 2018–2019

*La Conférence des Parties*,

*Prenant note* de sa décision MC-1/11 relative aux dispositions sur le fonctionnement du secrétariat et à l’implantation du secrétariat,

I

Fonds général d’affectation spéciale pour la Convention de Minamata
sur le mercure

1. *Prend note* du programme de travail du secrétariat pour l’exercice biennal 2018–2019, tel qu’il figure dans la note du secrétariat sur le programme de travail du secrétariat et budget pour la période 2018–2019 et ses additifs[[1]](#footnote-2) ;
2. *Approuve* le budget-programme de la Convention de Minamata pour l’exercice biennal 2018–2019 d’un montant de 3 916 524 dollars pour 2018 et de 3 843 074 dollars pour 2019 aux fins énoncées au tableau 1 de la présente décision ;
3. *Autorise* le Secrétaire exécutif de la Convention de Minamata à engager des dépenses à hauteur du montant approuvé pour le budget opérationnel, en prélevant sur les liquidités disponibles ;
4. *Décide* de commencer à constituer la réserve opérationnelle devant atteindre, avant 2021, 15 % de la moyenne annuelle d’un budget opérationnel biennal et de fixer à 7,5 % l’objectif pour l’exercice biennal 2018-2019 ;
5. *Se félicite* de la contribution annuelle de 1 million de francs suisses faite par la Suisse, le pays hôte du secrétariat ;
6. *Note* qu’en 2018, 2019 et par la suite, la contribution de 1 million de francs suisses versée par la Suisse en tant que pays hôte sera affectée pour 60 % au Fonds général d’affectation spéciale et pour 40 % au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées ;
7. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l’exercice biennal 2018-2019 figurant au tableau 2 de la présente décision et autorise le Secrétaire exécutif, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière en vigueur à l’Organisation des Nations Unies, à ajuster ce barème pour y inclure toutes les Parties pour lesquelles la Convention entrera en vigueur avant le 1er janvier 2018 pour 2018 et avant le 1er janvier 2019 pour 2019 ;
8. *Rappelle* que les contributions au Fonds général d’affectation spéciale pour la Convention de Minamata sont dues le 1er janvier de l’année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées, et prie les Parties de payer promptement leurs contributions afin de permettre au secrétariat de commencer ses travaux immédiatement ;
9. *Approuve* le tableau indicatif des effectifs du secrétariat pour l’exercice
biennal 2018-2019 utilisé pour le calcul des coûts qui ont servi à l’élaboration du budget global figurant au tableau 3 de la présente décision ;

II

Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées
pour la Convention de Minamata

1. *Approuve* le montant estimatif des ressources nécessaires indiqué au tableau 1 de la présente décision pour financer les activités au titre de la Convention à imputer sur le Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées d’un montant de 3 192 250 dollars pour 2018 et de 3 565 150 dollars pour 2019 ;
2. *Engage* les Parties et invite les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour appuyer les activités de renforcement des capacités et d’assistance technique du Secrétariat de la Convention de Minamata conformément à l’article 14 ;
3. *Engage* les Parties et invite les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale afin d’appuyer la participation des représentants d’États Parties qui sont des pays en développement aux réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires ;

III

Fonds d’affectation spéciale particulier de la Convention de Minamata

1. *Rappelle* la décision MC-1/6 sur le programme international spécifique[[2]](#footnote-3) visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique et réitère la demande faite au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement de créer un fonds d’affectation spéciale pour le programme international spécifique ;
2. *Engage* les Parties et invite les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer à ce Fonds d’affectation spéciale pour appuyer le renforcement des capacités et l’assistance technique conformément à l’article 13 ;

IV

Exercice biennal actuel et travaux préparatoires en vue
du prochain exercice biennal

1. *Prie* le Secrétaire exécutif de fournir à la Conférence des Parties, à sa deuxième réunion, des informations actualisées sur le programme de travail et l’exécution et, le cas échéant, une estimation du coût des activités qui ont des incidences budgétaires qui n’étaient pas prévues dans le premier programme de travail mais figurent dans les projets de décision proposés, avant l’adoption de ces décisions par la Conférence des Parties, et ont donc des incidences budgétaires sur l’exercice biennal actuel ;
2. *Prie également* le Secrétaire exécutif de préparer un budget pour l’exercice biennal 2020-2021, que la Conférence des Parties examinera à sa troisième réunion en 2019, en expliquant les principes fondamentaux, les hypothèses et la stratégie de programmation sur lesquels repose ce budget et en présentant les dépenses pour cet exercice biennal par programme et par code budgétaire ;
3. *Note* qu’il est nécessaire de faciliter l’établissement des priorités pour le programme de travail du secrétariat en fournissant aux Parties, en temps utile, des informations sur les incidences financières des diverses possibilités qui sont envisagées et, à cette fin, prie le Secrétaire exécutif d’inclure dans le projet de budget opérationnel pour l’exercice biennal 2020-2021 deux cas de figure en matière de financement qui reposent sur :

a) L’évaluation, par le Secrétaire exécutif, des ajustements qu’il est nécessaire d’apporter au budget opérationnel pour financer toutes les propositions ayant des incidences budgétaires soumises à la Conférence des Parties ;

b) Le maintien du budget opérationnel à son niveau de 2018-2019 en termes nominaux ;

1. *Prie* le Secrétaire exécutif de fournir à la Conférence des Parties, à ses réunions, le cas échéant, une estimation du coût des activités ayant des incidences budgétaires qui ne sont pas prévues dans le projet de programme de travail mais figurent dans les projets de décision proposés, avant l’adoption de ces décisions par la Conférence des Parties.

Tableau 1
Liste des activités qu’il est proposé d’inclure dans le programme de travail de la Convention de Minamata sur le mercure pour la période 2018–2019 et aperçu des ressources nécessaires pour ces activités

| *Activité* | *Rubrique et description de l’activité* |
| --- | --- |
|  | **1. Conférences et réunions**  |
| 1  | Deuxième réunion de la Conférence des Parties |
| 2 | Troisième réunion de la Conférence des Parties |
| 3 | Bureau de la Conférence des Parties |
| 4 | Comité de mise en œuvre et du respect des obligations  |
|  | **2. Renforcement des capacités et assistance technique** |
| 5 | Programme de renforcement des capacités et d’assistance technique de la Convention de Minamata  |
|  | **3. Activités scientifiques et techniques** |
| 6 | Appui scientifique aux États Parties à la Convention de Minamata  |
| 7 | Évaluation de l’efficacité et plan mondial de surveillance |
| 8 | Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata  |
|  | **4. Gestion des connaissances et de l’information et communication** |
| 9 | Publications |
| 10 | Communication, information et sensibilisation du public  |
|  | **5. Gestion générale** |
| 11 | Direction exécutive et administration |
| 12 | Coopération et coordination au niveau international |
| 13 | Ressources financières et mécanismes de financement |
|  | **6. Activités juridiques et de politique générale** |
| 14 | Activités juridiques et de politique générale |
|  | **7. Entretien des locaux et services** |
| 15 | Entretien des locaux et services  |
| 16 | Services en matière de technologies de l’information |

 Aperçu des ressources nécessaires pour les activités relevant du Fonds général d’affectation spéciale et du Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées envisagées dans le programme de travail de la Convention de Minamata pour l’exercice biennal 2018–2019

|  | *2018* | *2019* |
| --- | --- | --- |
|  | *Fonds général d’affectation spéciale* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* | *Fonds général d’affectation spéciale* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* |
|  |  |  |  |  |
| **A. Conférences et réunions** |
| **1. Deuxième réunion de la Conférence des Parties** |
|  | Deuxième réunion | 840 000 | 640 000 | – | – |
|  | Réunions préparatoires régionales | **–** | 535 000 | – | – |
|  | Groupes d’experts intersessions dotés d’un mandat à durée déterminée prescrits par la Conférence des Parties à ses première et deuxième réunions | 105 000 | – | 105 000 | – |
|  **Total partiel** | **945 000** | **1 175 000** | **105 000** | **105 000** |
| **2. Troisième réunion de la Conférence des Parties** |
|  | Troisième réunion | – | – | 840 000 | 640 000 |
|  | Réunions préparatoires régionales | – | – | – | 535 000 |
|  **Total partiel** | **–** | **–** | **840 000** | **1 175 000** |
| **3. Bureau de la Conférence des Parties** |
|  | Réunions du Bureau | 25 000 | – | 25 000 | – |
|  **Total partiel** | **25 000** | **–** | **25 000** | **–** |
| **4. Comité de mise en œuvre et du respect des obligations** |
|  | Réunion du Comité. | 30 000 | – | 30 000 | – |
|  **Total partiel** | **30 000** | **–** | **30 000** | **–** |
| **Total (A)** | **1 000 000** | **1 175 000** | **1 000 000** | **1 175 000** |
| **B. Renforcement des capacités et assistance technique** |
| **5. Programme de renforcement des capacités et d’assistance technique de la Convention de Minamata** |
|  | Activités intersectorielles | – | 300 000 | – | 360 000 |
|  | Étude d’impact | – |  | – | – |
|  | Outils et méthodes | – | 50 000 | – | 60 000 |
|  | Évaluation des besoins | – |  | – | – |
|  | Activités de développement de capacités spécifiques  | – | 500 000 | – | 600 000 |
|  | Activités de renforcement des capacités menées sur demande | – | 800 000 | – | 960 000 |
| **Total (B)** | **–** | **1 650 000** | **–** | **1 980 000** |
| **C. Activités scientifiques et techniques** |
| **6. Appui scientifique aux États Parties à la Convention de Minamata** |
|  | Appui scientifique aux États Parties à la Convention | – | – | – | – |
|  **Total partiel** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| **7. Évaluation de l’efficacité et plan mondial de surveillance** |
|  | Évaluation de l’efficacité et plan mondial de surveillance | – | – | – | – |
|  **Total partiel** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| **8. Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata** |
|  | Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata | 30 000 | – | 30 000 | – |
|  **Total partiel** | **30 000** | **–** | **30 000** | **–** |
| **Total (C)** | **30 000** | **–** | **30 000** | **–** |
| **D. Gestion des connaissances et de l’information et sensibilisation**  |
| **9. Publications** |
|  | Publications | 30 000 | – | 30 000 | – |
|  **Total partiel** | **30 000** | **–** | **30 000** | **–** |
| **10. Activités de communication, d’information et de sensibilisation du public** |
|  | Activités de communication, d’information et de sensibilisation du public | 100 000 | – | 50 000 | – |
|  **Total partiel** | **100 000** | **–** | **50 000** | **–** |
| **Total (D)** | **130 000** | **–** | **80 000** | **–** |
| **E. Gestion globale** |
| **11. Direction exécutive et administration** |
|  | Administration générale | 1 930 950 | – | 1 930 950 | – |
|  | Frais de voyage du personnel | 150 000 | – | 150 000 | – |
|  **Total partiel** | **2 080 950** | **–** | **2 080 950** |  |
| **12. Coopération et coordination au niveau international** |
|  | Coopération sur le programme en matière de développement durable et d’environnement dans son ensemble | – | – | – | – |
|  | Coopération au sein du groupe produits chimiques et déchets | – | – | – | – |
|  | Autres activités de coopération et coordination | – | – | – | – |
|  **Total partiel** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| **13. Ressources financières et mécanisme de financement**  |
|  | Mécanisme de financementa | – | – | – | – |
|  | Ressources financières | – | – | – | – |
|  **Total partiel** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| **Total (E)** | **2 080 950** | **–** | **2 080 950** | **–** |
| **F. Activités juridiques et de politique générale** |
| **14. Activités juridiques et de politique générale**  |
|  | Activités juridiques et de politique générale  | – | – | – | – |
| **Total (F)** | – | – | – | – |
| **G. Entretien des locaux et services intérieurs** |
| **15. Entretien des locaux et services intérieurs** |
|  | Entretien des locaux et services intérieurs | 160 000  | – | 160 000  | – |
|  **Total partiel** | **160 000** | – | **160 000** | **–** |
| **16. Services informatiques** |
|  | Services informatiques | 65 000 | – | 50 000  | – |
|  **Total partiel** | **65 000** | **–** | **50 000** | – |
| **Total (G)** | **225 000** | **–** | **210 000** | – |
| **Ressources requises pour toutes les activités** |
| **Total (A à G), à l’exclusion des dépenses d’appui au programme** | **3 465 950** | **2 825 000** | **3 400 950** | **3 155 000** |
|  | Dépenses d’appui au programme | 450 574 | 367 250 | 442 124 | 410 150 |
| **Total (A à G), à l’inclusion des dépenses d’appui au programme** | **3 916 524** | **3 192 250** | **3 843 074** | **3 565 150** |
| **Montant total requis, par année** | **7 108 774** | **7 408 224** |

a Il est proposé que le programme international spécifique, qui fait partie intégrante du mécanisme de financement de la Convention, ait ses propres budget et fonds d’affectation spéciale.

Tableau 2
Vue d’ensemble du barème indicatif des contributions et des quotes-parts annuelles à verser pour le Secrétariat de la Convention de Minamata sur le mercure

(en dollars des États-Unis)

| *Ordre numérique* |  | *Barème de l’Organisation des Nations Unies**%* | *Barème indicatif de la Convention de Minamata**%* | *2018-2019* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Total** | **Groupe** | **Afrique** |  |   |   |
| 1 | 1 | Bénin | 0,003  | 0,010  | 333 |
| 2 | 2 | Botswana | 0,014  | 0,022  | 722 |
| 3 | 3 | Burkina Faso | 0,004  | 0,010  | 333 |
| 4 | 4 | Djibouti | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 5 | 5 | Gabon | 0,017  | 0,026  | 876 |
| 6 | 6 | Gambie | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 7 | 7 | Ghana | 0,016  | 0,025  | 825 |
| 8 | 8 | Guinée | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 9 | 9 | Lesotho | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 10 | 10 | Madagascar | 0,003  | 0,010  | 333 |
| 11 | 11 | Mali | 0,003  | 0,010  | 333 |
| 12 | 12 | Maurice | 0,012  | 0,019  | 618 |
| 13 | 13 | Mauritanie | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 14 | 14 | Namibie | 0,010  | 0,015  | 515 |
| 15 | 15 | Niger | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 16 | 16 | Rwanda | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 17 | 17 | Sénégal | 0,005  | 0,010  | 333 |
| 18 | 18 | Seychelles | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 19 | 19 | Sierra Leone | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 20 | 20 | Swaziland | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 21 | 21 | Tchad | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 22 | 22 | Togo | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 23 | 23 | Zambie | 0,007  | 0,010  | 333 |
| **Total** | **Groupe** | **Asie-Pacifique** |  |   |   |
| 24 | 1 | Afghanistan | 0,006  | 0,010  | 333 |
| 25 | 2 | Chine | 7,921  | 12,264  | 408 252 |
| 26 | 3 | Émirats arabes unis | 0,604  | 0,935  | 31 130 |
| 27 | 4 | Indonésie | 0,504  | 0,780  | 25 976 |
| 28 | 5 | Iran (République islamique d’) | 0,471  | 0,729  | 24 276 |
| 29 | 6 | Japon | 9,680  | 14,988  | 498 911 |
| 30 | 7 | Jordanie | 0,020  | 0,031  | 1 031 |
| 31 | 8 | Kiribati | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 32 | 9 | Koweït  | 0,285  | 0,441  | 14 689 |
| 33 | 10 | Mongolie | 0,005  | 0,010  | 333 |
| 34 | 11 | Palaos | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 35 | 12 | République arabe syrienne | 0,024  | 0,037  | 1 237 |
| 36 | 13 | République démocratique populaire lao | 0,003  | 0,010  | 333 |
| 37 | 14 | Samoa | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 38 | 15 | Singapour | 0,447  | 0,692  | 23 039 |
| 39 | 16 | Sri Lanka | 0,031  | 0,048  | 1 598 |
| 40 | 17 | Thaïlande | 0,291  | 0,451  | 14 998 |
| 41 | 18 | Viet Nam | 0,058  | 0,090  | 2 989 |
| **Total** | **Groupe** | **Europe centrale et orientale** |   |   |
| 42 | 1 | Bulgarie | 0,045  | 0,070  | 2 319 |
| 43 | 2 | Croatie | 0,099  | 0,153  | 5 103 |
| 44 | 3 | Estonie | 0,038  | 0,059  | 1 949 |
| 45 | 4 | Hongrie | 0,161  | 0,249  | 8 298 |
| 46 | 5 | Lettonie | 0,050  | 0,077  | 2 577 |
| 47 | 6 | Moldova (République de) | 0,004  | 0,010  | 333 |
| 48 | 7 | Roumanie | 0,184  | 0,285  | 9 483 |
| 49 | 8 | Slovaquie  | 0,160  | 0,248  | 8 246 |
| 50 | 9 | Slovénie | 0,084  | 0,130  | 4 329 |
| 51 | 10 | Tchéquie  | 0,344  | 0,533  | 17 730 |
| **Total** | **Groupe** | **Europe occidentale et autres États**  |   |  |
| 52 | 1 | Allemagne | 6,389  | 9,892  | 329 292 |
| 53 | 2 | Autriche | 0,720  | 1,115  | 37 109 |
| 54 | 3 | Canada | 2,921  | 4,523  | 150 550 |
| 55 | 4 | Danemark | 0,584  | 0,904  | 30 100 |
| 56 | 5 | États-Unis d’Amérique | 22,000  | 22,000  | 732 330 |
| 57 | 6 | Finlande | 0,456  | 0,706  | 23 502 |
| 58 | 7 | France | 4,859  | 7,523  | 250 435 |
| 59 | 8 | Liechtenstein | 0,007  | 0,011  |  361 |
| 60 | 9 | Luxembourg | 0,064  | 0,099  | 3 299 |
| 61 | 10 | Malte | 0,016  | 0,025  |  825 |
| 62 | 11 | Monaco | 0,010  | 0,015  | 515 |
| 63 | 12 | Norvège | 0,849  | 1,315  | 43 758 |
| 64 | 13 | Pays-Bas  | 1,482  | 2,295  | 76 383 |
| 65 | 14 | Suède | 0,956  | 1,480  | 49 273 |
| 66 | 15 | Suisse | 1,140  | 1,765  | 58 756 |
| 67 | 16 | Union européenne | 2,500  | 2,500  | 83 219 |
| **Total** | **Groupe** | **Amérique latine et Caraïbes**  |   |  |
| 68 | 1 | Antigua-et-Barbuda | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 69 | 2 | Argentine | 0,892  | 1,381  | 45 974 |
| 70 | 3 | Bolivia (État plurinational de) | 0,012  | 0,019  | 618 |
| 71 | 4 | Brésil | 3,823  | 5,919  | 197 039 |
| 72 | 5 | Costa Rica | 0,047  | 0,073  | 2 422 |
| 73 | 6 | Équateur | 0,067  | 0,104  | 3 453 |
| 74 | 7 | El Salvador | 0,014  | 0,022  | 722 |
| 75 | 8 | Guyana | 0,002  | 0,010  | 333 |
| 76 | 9 | Honduras | 0,008  | 0,010  | 333 |
| 77 | 10 | Jamaïque | 0,009  | 0,010  | 333 |
| 78 | 11 | Mexique | 1,435  | 2,222  | 73 960 |
| 79 | 12 | Nicaragua  | 0,004  | 0,010  | 333 |
| 80 | 13 | Panama | 0,034  | 0,053  | 1 753 |
| 81 | 14 | Pérou | 0,136  | 0,211  | 7 009 |
| 82 | 15 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001  | 0,010  | 333 |
| 83 | 16 | Uruguay | 0,079  | 0,122  | 4 072 |
|  |  |  |  | **100,00**  | **3 328 775** |

Tableau 3
Tableau indicatif des effectifs nécessaires pour le Secrétariat de la Convention de Minamata à Genève

(en dollars des États-Unis)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Secrétariat de la Convention de Minamata – Genève* |  |  |
| **Postes** | **#** | **Dépenses standard de personnel à Genève** | **Total** |
| D-1 Secrétaire exécutif | 1,0 | 290 100 | 290 100 |
| P-5 Coordination et politique générale | 1,0 | 257 150 | 257 150 |
| P-4 Sciences et technologies | 1,0 | 221 150 | 221 150 |
| P-4 Renforcement des capacités et assistance technique  | 1,0 | 221 150 | 221 150 |
| P-3 Communication et gestion des connaissances | 1,0 | 182 900 | 182 900 |
| P-3 Juriste/Administrateur de programme | 1,0 | 182 900 | 182 900 |
| Services généraux - Assistant (programmes) | 4,0 | 143 900 | 575 600 |
| **Total** | **10,0** |   | **1 930 950** |

*Note*: Outre les effectifs ci-dessus, un poste de P-3 et un poste de personnel des services généraux seront financés sur les dépenses d’appui aux programmes.

1. UNEP/MC/COP.1/21, UNEP/MC/COP.1/21.Add.1, UNEP/MC/COP.1/21/Add.2, UNEP/MC/COP.1/21/ADD.3/Rev.1, UNEP/MC/COP.1/21/Add.4. [↑](#footnote-ref-2)
2. UNEP/MC/COP.1/9. [↑](#footnote-ref-3)